

et 11,2 p. 100 et visent à protéger l'industrie locale de l'huilerie. Ces droits ont considérablement baissé depuis l'Uruguay Round et ils tomberont à 10,9 et 13,2 yens par kilogramme, respectivement, le 1^{er} avril 2000.

Cependant, les droits de douane limitent encore les importations d'huiles de cuisson brute et raffinées, ce qui confère un avantage concurrentiel aux triturateurs japonais qui s'approvisionnent en oléagineux sur les marchés mondiaux. Le Canada continuera d'exhorter le Japon à réduire ses droits spécifiques sur l'huile de colza canola brute et raffinée dans le contexte d'une grande négociation multilatérale sur une protection zéro-zéro pour tous les oléagineux.

Acceptation de colza canola transgénique

Le colza canola est le plus important des produits agricoles exportés au Japon par le Canada, les expéditions de 1997 étant évaluées à 860 millions de dollars. La technologie transgénique désigne l'introduction d'un nouveau trait caractéristique, tel que la tolérance à des herbicides déterminés ou l'amélioration de la qualité nutritive, par l'insertion d'un gène provenant d'une autre espèce dans la plante de colza canola. Le colza canola transgénique est la première culture canadienne à modification génétique dont l'approbation soit demandée au Japon. De nouvelles variétés devront être approuvées par le Japon en fonction de lignes directrices concernant l'environnement, l'alimentation et la sécurité de l'alimentation. Le Japon a approuvé l'importation de trois variétés de colza canola transgénique en 1996 et étendu par la suite l'approbation de grains transgéniques à des descendances dérivées de façon conventionnelle. Depuis, le Japon a approuvé trois variétés transgéniques supplémentaires en 1997 et quatre autres en 1998.

Le processus japonais d'approbation reste un sujet de préoccupation et pourrait causer des retards dans l'acceptation de cultures transgéniques subséquentes, qu'il s'agisse de colza canola comportant des traits caractéristiques supplémentaires génétiquement modifiés, ou de traits caractéristiques transgéniques dans d'autres cultures. Le système japonais d'acceptation environnementale en plusieurs étapes reconnaît les approbations nord-américaines et permet qu'une plante entre dans le système japonais à un niveau plus élevé; cependant, le processus actuel maintient un écart de 18 mois entre l'approbation commerciale nord-américaine et l'approbation japonaise pour importation. Les essais environnementaux ne devraient pas être requis pour les variétés génétiquement

modifiées seulement destinées à être transformées au Japon, en particulier lorsque ces traits caractéristiques ont déjà été soumis à des essais environnementaux sur le terrain dans d'autres variétés de la même espèce.

De plus, comme cela est déjà le cas dans les processus d'approbation d'aliments et d'approbation environnementale, le processus d'approbation de sécurité alimentaire ne devrait pas faire la distinction entre les sous-espèces *Brassica Napus* et *Brassica Rapa*. Les efforts visant à persuader le Japon d'accepter ces normes d'approbation seront poursuivis.

Étiquetage de produits alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés

Comme le Canada, le Japon propose un étiquetage obligatoire des produits alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM) qui ont été soumis à une modification importante de composition nutritive ou qui présentent un problème de santé pour une partie de la population. Cependant, l'étiquetage obligatoire est également envisagé a) pour les produits alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés qui peuvent contenir des ADN à organismes génétiquement modifiés ou de la protéine, et qui sont « substantiellement équivalents », sur le plan de leur utilisation, composition ou valeur nutritive, à des produits alimentaires « conventionnels »; et b) pour les produits alimentaires à l'égard desquels il peut y avoir des « préoccupations d'ordre éthique », comme l'insertion d'un gène animal dans une plante.

Les étiquettes portant des mentions telles que « contient des organismes génétiquement modifiés », « sans ségrégation » et « sans OGM » sont envisagées pour les différentes options d'étiquetage obligatoire ou facultatif. Ces étiquettes pourraient présenter le risque de transmettre des renseignements erronés concernant la sécurité des produits alimentaires OGM qui sont « substantiellement équivalents » à d'autres produits « conventionnels ». Le Canada a donné au Japon une réponse à sa proposition d'étiquetage obligatoire et exprimé ses préoccupations concernant a) le manque de logique d'un étiquetage obligatoire pour indiquer la présence de protéine et d'ADN résultant d'une modification génétique; b) les difficultés concernant l'observation et l'exécution des règles; c) la probabilité que le plan d'étiquetage japonais ne donne pas aux consommateurs des renseignements utiles sur les aliments et sur les ingrédients dérivés de la biotechnologie.